

# Les communistes mobilisés pour arracher des victoires !

Le gouvernement Lecornu 2, imposé par un président de la République disqualifié et qui a évité de justesse la censure, va désormais défendre un budget à l'image de ces huit dernières années : dur pour le monde du travail et les services publics, doux pour le capital et les plus riches, juteux pour l'industrie de la guerre et l'armement.

Il faut tout faire pour le combattre, par tous les moyens, au Parlement comme dans la rue !

Grâce aux mobilisations et face à la colère de plus en plus forte de nos concitoyen·nes, les représentants zélés de la finance ont dû, malgré tout, annoncer une potentielle suspension de la réforme des retraites.

Nous jugerons sur les actes car rien n'est encore gagné.

Mais dans les entreprises, dans les syndicats, les 600.000 salarié·es concernés font leurs comptes. Ils espèrent partir en retraite au plus vite. Les empêcher serait une terrible trahison.

Les communistes continueront de se battre pour l'abrogation totale de la réforme que des millions de salarié·es attendent et qu'une majorité de nos concitoyen·nes exige.

Les communistes et leurs parlementaires abordent le débat budgétaire qui s'annonce avec combativité et utiliseront au maximum le renoncement du Premier ministre à cet article 49-3 que nous dénonçons depuis si longtemps.

Lucides, nous savons que d'autres articles de la Constitution seront employés pour corseter le débat. Mais nous utiliserons autant que possible cette possibilité démocratique nouvelle pour augmenter le pouvoir d'achat par la hausse des salaires et des retraites, pour faire gagner la baisse de la CSG, le retour de l'ISF, la taxe Zucman, la fin des franchises médicales, le 100 % sécu, un plan de relance de l'industrie et le développement des services publics par la création d'un fonds d'avances de 100 milliards d'euros dès 2026, la mise en place de critères sociaux et environnementaux pour les aides publiques aux entreprises, une réelle politique du logement, une loi contre la vie chère en métropole et dans les territoires dits d'Outre-mer...

Les communistes se battent pied à pied au Parlement et partout en France au plus près des Français·es pour arracher des victoires pour le pouvoir d'achat, la justice fiscale et sociale, le climat, pour une politique de paix et de progrès.

Les parlementaires débattront. Chaque citoyen·ne sera juge du vote de ses représentant·es. Chaque parlementaire sera face à ses responsabilités.

Le PCF appelle les Françaises et Français à intervenir dans les débats, à interpeller leurs représentant·es, leurs député·es, leurs sénateurs et sénatrices. Un sursaut populaire inédit est nécessaire pour changer notre destin collectif. Nous appelons toutes les forces syndicales, associatives et citoyennes à y participer. Le peuple doit reprendre la main.

Les communistes, leurs parlementaires, fidèles au mandat qui leur a été confié, se battent pour arracher

# RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

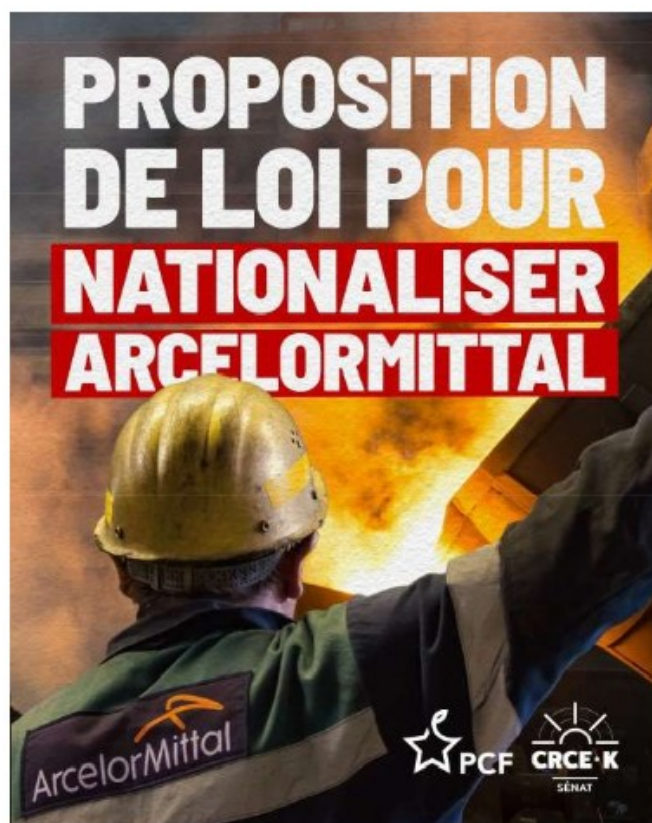
Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2527 – Jeudi 6 novembre 2025

toutes les victoires possibles pour le monde du travail, pour nos enfants, pour la Paix et le progrès social.

Nous serons toujours au rendez-vous du débat démocratique, fiscal et social. Celui qui s'annonce sera déterminant pour l'avenir de notre pays. Nous y prendrons toute notre part.■



## Ce jeudi 6 novembre au Sénat, le groupe communiste a défendu la nationalisation d'ArcelorMittal !

Face aux suppressions d'emplois, à la casse industrielle et à la dépendance croissante de notre pays, les sénatrices et sénateurs du groupe communiste (Sénateurs Communistes Républicains Citoyens et Ecologistes) ont porté une proposition de loi pour nationaliser les sites stratégiques d'ArcelorMittal.

Objectif : reprendre la main sur une filière essentielle à notre souveraineté industrielle et écologique, garantir l'emploi et préparer une production d'acier décarbonée sous contrôle public.

Une bataille décisive pour l'avenir de la sidérurgie et les milliers d'emplois qualifiés sur nos territoires.■

# LANCEMENT DE LA SOUSCRIPTION NATIONALE : « On ne plie pas, on souscrit ! »

**Entretien avec Christophe Grassullo, trésorier national**

**Communistes : Tu viens de lancer la souscription nationale pour 2025. Que représente-t-elle dans le financement du PCF ?**

Christophe Grassullo : la souscription nationale est une tradition dans le financement du Parti. Avec l'aide publique, les versements des parlementaires ou le tiers-cotisation, elle vise à financer le fonctionnement du Conseil National, de son exécutif, de ses commissions de travail et de l'ensemble des initiatives nationales du Parti, des matériels conçus et mis à disposition à l'ensemble du Parti.

**Tu parles des initiatives nationales. Tu peux en dire plus ?**

Nous avons multiplié les initiatives en 2025 : sur les nouveaux droits des personnes en situation de handicap, la commémoration de l'anniversaire de la panthéonisation de Missac et Mélinée Manouchian, le grand meeting pour la paix organisé à Vénissieux, les rassemblements et marches pour l'arrêt du génocide à Gaza, les initiatives de solidarité concrètes avec Cuba et son peuple, l'organisation de la journée de lancement de la campagne commune avec l'OLP pour le droit du peuple palestinien à disposer d'un État et à vivre en paix, les assises de la protection de l'enfance, la soirée sur la filière nucléaire ou encore, très récemment, l'initiative pour une Sécurité Sociale du XXI<sup>e</sup> siècle en commémorant le 88<sup>e</sup> anniversaire de sa création par le ministre communiste Ambroise Croizat...

J'y ajoute évidemment la très belle contribution aux débats politiques de la Fête de l'Huma dans le stand national du Parti, une université d'été de grande qualité ou encore, très prochainement, la 3<sup>e</sup> édition de l'assemblée des femmes au siège du Parti sur deux journées.

Il faut évidemment ajouter à cela le travail permanent de la direction nationale pour animer la bataille d'idées, mettre à jour notre projet et nos propositions avec les livrets thématiques notamment, le travail de renforcement et d'organisation du Parti. Bref, nous n'avons pas chômé et les mois à venir s'annoncent tout aussi chargés.

Tout cela mobilise beaucoup de moyens dont l'ensemble du Parti doit se préoccuper.

**Précisément, les moyens dont tu parles sont-ils suffisants ?**

Non bien sûr, d'autant que le Ministre de l'Intérieur a pris la décision proprement scandaleuse d'amputer l'aide publique due au PCF de 68.000 euros pour une raison hallucinante : nous avons présenté plus de femmes que d'hommes aux élections législatives !

Nous sommes fiers de notre décision qui s'inscrit dans le combat féministe pour un véritable partage des pouvoirs et nous tenterons d'obtenir justice sur cette décision scandaleuse du gouvernement. Mais en attendant, il nous faut impérativement combler ce

manque à gagner.

Et puis, il y a évidemment le contexte politique, avec un gouvernement à la botte des marchés financiers qui est clairement reparti en guerre contre le monde du travail, la jeunesse, les retraités.

Avec une extrême-droite qui travaille à apparaître comme une alternative alors qu'elle serait encore plus violente pour notre pays et notre peuple. Et une gauche qui peine –le mot est faible– à incarner une alternative crédible. Crédible pour gagner et pour hisser le combat de classes au niveau où le capital a décidé de le mener dans le pays et à travers toute la planète.

Donner de la force au PCF, y compris par ses moyens, est donc décisif pour que les rapports de force évoluent dans le bon sens. D'où le mot d'ordre de cette souscription : « On ne plie pas. On souscrit ».

**À qui s'adresse cette souscription nationale ?**

À toutes celles et tous ceux qui, à gauche, pensent que le PCF doit se renforcer, renforcer son influence dans la formidable bataille d'idées menée par le capital et ses relais politiques de droite et d'extrême-droite. Donc aux communistes bien sûr dont la mobilisation financière pour cette souscription, même quand elle est modeste, est très importante. Ce sont les nombreux petits ruisseaux qui font les grands fleuves.

J'ai aussi la conviction qu'à l'image de l'année passée, beaucoup de syndicalistes, de travailleuses et de travailleurs, de militants associatifs dont nous soutenons les luttes, peuvent s'engager dans cette mobilisation financière. Beaucoup de ces militants, même non communistes, peuvent considérer que l'influence du PCF doit être plus importante dans la société.

En rappelant que chaque don ouvre droit à une réduction fiscale de 66% du montant versé...■

**Pour faire un don, rendez-vous sur**

**<https://souscription.pcf.fr/>**

**Je fais un don par chèque :**

**chèque à l'ordre de ANF-PCF**

**2 place du Colonel Fabien**

**75167 Paris cedex 19**

## Une forme éclatante

**Le billet de Gérard Streiff**

« Les marchés sont dans une forme éclatante. » On trouve en pagaille ce genre de phrases dans la presse économique ces jours-ci. « C'est à n'y rien comprendre » ajoutent les mêmes commentateurs qui font l'âne pour avoir du foin. Car il ne suffit pas de dire qu'il y a divorce entre la logique capitaliste et l'intérêt général. Il faut sans doute préciser que c'est PARCE QUE le pays souffre que le capitalisme triomphe. Il tire parti de la crise qu'il engendre. La version 2.0 en somme du proverbe sur le malheur des uns et le bonheur des autres.■

## DERMATOSE NODULAIRE CONTAGIEUSE ET STRATÉGIE SANITAIRE

Dans un contexte de propagation de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) et pour faire suite aux échanges lors de la réunion du Modef le 24 octobre dernier à Souprosse, les trois syndicats agricoles landais, Modef, Confédération Paysanne et le Mouvement Paysan des Landes, ont adressé ce 31 octobre un courrier au Préfet des Landes pour leur faire part de leurs inquiétudes vis-à-vis de la stratégie sanitaire de l'État.

L'État a décidé précipitamment de mettre en place des mesures contraignantes à l'échelle des élevages : visites interdites, restrictions d'épandage, contrôles administratifs à répétition... Dans le même temps, le transport des animaux d'un bout à l'autre du pays continue pour la filière industrielle, contribuant à la dissémination de la maladie.

Par ailleurs, après avoir décidé unilatéralement de fermer les frontières à l'exportation, aujourd'hui, la Ministre a décidé de les rouvrir, toujours de façon unilatérale.

Les syndicats agricoles regrettent fortement le manque de concertation avec la profession et de stratégie pour sauver l'élevage français. Résultat : pris entre la peur de la sanction et la nécessité de faire tourner leurs élevages, les éleveurs ne savent plus sur quel levier agir sans mettre en danger leur troupeau.

Encore une fois, la politique sanitaire de l'État repose entièrement sur la responsabilité des éleveurs, sans questionnement de la structuration des filières industrielles, sans prospective pour le maintien des élevages en France, sans distinction et donc sans adaptation aux types d'élevages. Or, l'électeur n'est qu'un maillon parmi d'autres dans une filière qu'il ne maîtrise pas et qu'il subit, crise après crise. Et ces crises, liées au réchauffement climatique ainsi qu'à la mondialisation des échanges, se répéteront encore et encore. Pourtant, sans éleveurs, il n'y a tout simplement plus de commerce, plus de filière, plus de souveraineté alimentaire.

Il est urgent que l'État, qui a la compétence sanitaire, adopte une démarche cohérente pour protéger le cheptel et stabiliser la situation sanitaire. Les Landes ne sont pas encore touchées par cette épizootie. Il y a lieu de conserver notre département indemne ainsi que les départements voisins et d'anticiper l'arrivée du virus.

Ils demandent donc :

- ♦ le déclassement par l'UE de la dermatose nodulaire de la catégorie A, pour permettre une gestion plus souple et adaptée et stopper immédiatement les abattages totaux des troupeaux. Les abattages totaux font perdre une génétique et un savoir-faire français reconnu dans le monde entier et affaiblissent les races qui ont très peu d'effectifs,
- ♦ un grand plan de vaccination pour tout le cheptel français, pour protéger et stabiliser nos élevages, avec une prise en charge financière par l'État,
- ♦ une information claire et régulière des

éleveurs dans chaque département,

- ♦ des réunions de coordination entre tous les acteurs : services de l'État, chambres d'agriculture, organisations syndicales et filières,
- ♦ des mesures protectionnistes immédiates : si les frontières sont fermées à l'exportation, aucune viande bovine étrangère ne doit entrer sur le sol français.

L'élevage bovin ne doit pas subir le même sort que l'élevage avicole qui a vu disparaître de nombreuses fermes dans notre département à cause de l'influenza aviaire. Il en va de la survie de nos fermes, de notre souveraineté alimentaire, et de la cohérence des politiques publiques.■

### Philippe Aghion ou les égarements du social- libéralisme

Philippe Aghion a eu la chance d'avoir des parents communistes. Ce n'est toutefois pas sa jeunesse militante qui l'a aidé à mériter le « prix Nobel d'économie », ou plutôt, le prix de sciences économiques décerné par la Banque de Suède dans le but, disent les mauvais esprits, de faire croire au monde entier, l'espace d'une journée, que l'économie serait une science de la nature comme la physique ou la chimie, et non une science des sociétés humaines dans leur développement historique.

De fait, le professeur au Collège de France et son collègue Peter Howitt ont été récompensés pour avoir mis en équations les vues du penseur austro-américain Joseph Schumpeter, aussi réactionnaire que génial, qui attribue aux « entrepreneurs » et à leur œuvre de « destruction créatrice » le mérite du progrès économique au cours de l'histoire du capitalisme.

Il est tout aussi vrai que Philippe Aghion se réclame d'une philosophie politique un peu différente, se voulant attentive à concilier le pouvoir des « entrepreneurs », y compris quand ils jouissent d'un monopole, avec le bien-être général ; en somme à s'attacher à ce que le « renard libre », une fois entré dans le « poulailler libre », y fasse le bonheur de ses occupantes.

C'est, peut-on penser, ce qui l'a conduit à jouer un rôle de conseiller du Prince, auprès de François Hollande, puis d'Emmanuel Macron qu'il avait côtoyé, sous Sarkozy, au sein de la commission Attali « pour la libération de la croissance française », et dont il a fortement inspiré le programme économique. Vu les effets économiques et sociaux des politiques menées par les deux derniers locataires de l'Élysée, on ne s'étonne donc pas de retrouver son influence dans des inventions aussi perverses que celle du CICE, ou de le voir présider, en 2024, le « Front économique » du MEDEF avec Patrick Martin.

De l'adhésion aux défunts modèles suédois ou danois à la justification, au XXI<sup>e</sup> siècle, des politiques inspirées par les exigences les plus féroces du capital, il n'y a qu'un pas que l'économiste couronné en 2025 n'est pas le premier à avoir franchi, et que son soutien récent à la « suspension » de la réforme des retraites n'a nullement remis en cause.■

**Vendredi 14 novembre à 18 h  
rassemblement  
devant la Préfecture de TARBES**

Le collectif « Osons le train » invite à se réunir le  
vendredi 14 novembre à 18 h devant la Préfecture  
de Tarbes pour exiger la réouverture de la ligne  
fermée Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre

« Il faut rouvrir la ligne Morcenx-la-Nouvelle/Mont-de-Marsan/Aire-sur-l'Adour/Riscle/Maubourguet/Vic-en-Bigorre/Tarbes/Bagnères-de-Bigorre. Traversant 3 départements (Landes, Gers et Hautes-Pyrénées), reliant 2 préfectures qui sont Mont-de-Marsan et Tarbes, en connexion avec le réseau grande ligne notamment Bordeaux et Bayonne, elle contribuerait au désenclavement de nos territoires ».

**Un bus est organisé pour se rendre à Tarbes :**

- ♦ 15h30, départ des Arènes de Mont-de-Marsan
- ♦ Arrêts à 16h, gare d'Aire-sur-l'Adour ; 16 h 15, place de la mairie à Riscle ; 16 h 45, place du marché à Maubourguet.

Participation de 5€ par personne - S'inscrire auprès de Christian Duprat au 06.83.22.69.81, christian.duprat199@orange.fr ■

# Gnacs et Chacailles

## GÉNÉRATION Z

*Jeunes gens le temps est devant vous comme un cheval échappé/ Qui le saisit à la crinière entre ses genoux qui le dompte/ N'entend désormais que le bruit des fers de la bête qu'il monte/ Trop à ce combat nouveau pour songer au bout de l'équipée.* Louis Aragon (1897-1982) dans *Le Roman inachevé* (1956). La GEN Z (ou génération Z) est une population née entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Elle représente aujourd'hui 30 % de la population dans le monde. C'est une génération hyper-connectée, car née avec le Web, à l'époque des smartphones et des réseaux sociaux. C'est une onde de fraîcheur qui parcourt la planète. Par-delà les frontières, elle éclaire un monde noirci par des velléités impériales, des marches protofascistes (groupuscules qui ne sont porteurs d'aucun avenir politique, pendant que des régimes tels Poutine et autres, s'inspirent d'une structure féodale ou mafieuse de laquelle le chef tire son pouvoir). Dans la rue et interconnectées, les jeunesses des quatre coins de ce monde de violences, s'affranchissent des frontières du nationalisme et des clivages culturels, elles font communauté mondiale d'intérêts, soudées par de mêmes combats en faveur de la justice, du respect et du partage des richesses. Née bien après la chute du mur de Berlin, la GEN Z s'est construite avec d'autres références politiques que celles de la guerre froide. 15 ans après les printemps arabes et les mouvements des places publiques, elle lutte pour la justice, la liberté, l'émancipation. Portées par des réseaux de partage de leurs aspirations, elles prennent conscience de leur force contre les autocrates ou contre les apparences démocratiques des régimes parlementaires qui n'ont pour seule vocation que le maintien du système. Elles affrontent, avec une conscience aiguë et sensible, les réalités et les questions d'avenir sur les grands enjeux de justice sociale et écologique, de respect des diversités de l'humanité, de l'altérité contre les racismes, de promotion de la sororité et de l'égalité des genres. Autant d'aspirations que répriment et tentent d'étouffer les puissants. Elle s'insurge contre le projet d'anéantissement du peuple palestinien et le relie aux combats pour les droits et la libération du genre humain en refusant le primat de l'avoir sur l'être. Elle porte en son cœur l'humanité et la civilisation contre la montée des barbaries et l'atrocité de toutes les guerres. Du Maroc au Népal, du Pérou au Bangladesh, du Sri Lanka au Kenya, de la Birmanie à Madagascar, d'Indonésie au Timor-Orientale ou aux Philippines, des mobilisations partent à l'assaut des inégalités et de l'appauvrissement des populations, des pénuries d'eau ou d'électricité, des inondations destructrices, pour la défense ou la construction de services publics, notamment de l'éducation et de la santé, contre la dette comme instrument de domination au service des possédants et des banquiers. Au Maroc, les «Gen Z 212» s'attaquent à la débauche d'argent pour construire un stade géant pour le mondial de football en 2030, alors que l'argent manque pour les hôpitaux et pour les écoles, que des enfants ne sont pas correctement soignés et des femmes meurent en accouchant. La Gen Z se reconnaît dans la pop culture et brandit partout le drapeau pirate inspiré du célèbre manga One Piece, en signe de rébellion contre l'injustice et l'oppression. Elle tente des expériences d'auto-organisation et ne réclame pas un simple renouvellement de systèmes démocratiques, mais de reconstruire et refonder la démocratie, qui garantit la souveraineté de chacune et chacun dans tous les lieux de vie et de travail. Elle ne fuie pas la politique mais rejette les entourloupes, se soulève partout et porte l'aspiration à un autre monde, à un plus haut degré de civilisation. La joenessa torna alucar l'espèr (La jeunesse torna allumer l'espoir). ■

Roger La Mougne

## 1ères Rencontres Philosophiques

Jeudi 13 Novembre 2025, 18h30

### Et si la laïcité n'était pas qu'une affaire de religion ?



Henri Peña Ruiz  
Philosophe  
Écrivain



Pierre Ouzoulias  
Vice-Président du Sénat  
Sénateur des Hauts-de-Seine

Modératrice Valérie Thorin

Salle A NOSTE - 17, rue de Moscou  
40140 SOUSTONS

Co-organisation :

• Cercle philosophique DAX 1987 • Association Solidarisme et Fraternité  
• Cercle Amical Phidias • Cercle philosophique SAPIENTIAE • Association Spartacus 6012

